La Climate smart agriculture : un projet politique controversé pour climatiser l'agriculture

Jeanne Oui, Jean-Marc Touzard

▶ **To cite this version:**

Jeanne Oui, Jean-Marc Touzard. La Climate smart agriculture : un projet politique controversé pour climatiser l'agriculture. Colloque SFER "Politiques agricoles et alimentaires: trajectoires et réformes", Société Française d'Economie Rurale (SFER). FRA.; Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement (CIRAD). FRA.; Institut National de Recherche Agronomique (INRA). UMR Centre d'Economie de l'Environnement Montpellier (1135).; Institut National de Recherche Agronomique (INRA). UMR Marchés, Organisations, Institutions et Stratégies d'Acteurs (1110).; Institut National de Recherche Agronomique (INRA). UMR Innovation et Développement dans l'Agriculture et l'Alimentation (0951).; Centre International de Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes (CIHEAM). FRA.; Institut National d'Etudes Supérieures Agronomiques de Montpellier (Montpellier SupAgro). FRA., Jun 2018, Montpellier, France. 2 p. hal-02787254

HAL Id: hal-02787254
https://hal.inrae.fr/hal-02787254

Submitted on 5 Jun 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

SFER, 20-21 Juin 2018, Montpellier

Politiques agricoles et alimentaires : trajectoires et réformes

La Climate smart agriculture : un projet politique controversé pour climatiser l'agriculture

Jeanne Oui, Doctorante en sociologie, Centre Alexandre Koare, EHESS, Paris
Jean-Marc Touzard, Directeur de recherche Inra, UMR Innovation, Montpellier,

Résumé

L'agriculture est un secteur à la fois fortement émetteur de gaz à effet de serre et très impacté par le changement climatique. Le secteur est donc doublement concerné par les politiques climatiques tant pour les aspects de mitigation que d'adaptation. Cependant, malgré une mention dans la Convention Climat de 1992, changement climatique et agriculture sont restés longtemps deux problématiques traitées par des instances et politiques internationales différentes, et de fait écartées des négociations du climat jusqu'à la COP20. Ce n'est que vingt ans après le Sommet de Rio que la FAO a mis en avant les liens entre agriculture et climat autour de la notion de Climate Smart Agriculture (CSA). Cette notion a été proposée en 2010 pour prendre en compte trois enjeux : adapter l'agriculture au changement climatique, atténuer les émissions de gaz à effet de serre et assurer la sécurité alimentaire. La CSA était alors présenté comme un moyen pour favoriser la prise en compte des enjeux climatiques dans les politiques agricoles, la recherche agronomique et les stratégies économiques à différentes échelle, du global au local, et in fine orienter la transition des systèmes agricoles. Huit ans plus tard le bilan de cette initiative apparaît mitigé, l'usage de la notion étant limitée aux sphères technoscientifiques, à l'échelle européenne (KIC Climat) ou internationale (CGIAR, FAO, GACSA…)

La communication porte un regard en sociologie des sciences et en sciences politiques sur la diffusion et les usages politiques de la notion de climate smart agriculture (CSA), proposée par la FAO dans le contexte des négociations climatiques internationales. On se demandera dans quelle mesure un label de politique publique internationale sur l'agriculture diffusé à différentes sphères d'acteurs parvient ou non à initier des processus de transformation des modèles agricoles.

La méthodologie s'appuie sur une analyse des usages de la notion de CSA à partir d'un cadre qui distingue différentes sphères d'acteurs (politique, économique, scientifique et la société civile) en contexte français, européen et d'institutions internationales. Les informations ont été collectées au moyen d'entretiens, d'une étude bibliométrique et d'une analyse de la littérature grise. La méthode permet de décrire la diffusion du concept, de souligner l'évolution du positionnement de certains acteurs (politique et scientifique notamment) et de s'interroger sur les difficultés d'appropriation de la notion, en lien avec différents modèles de développement agricole.

Trois résultats principaux ont été obtenus:

Au niveau politique français, l'impact de la critique faite par la société civile (ONG et syndicat agricole) contre la CSA, a affaibli la notion au profit du programme « 4 pour 1000 » et de différentes acceptions de l'agroécologie, promue notamment par le Ministère de l'agriculture.

Dans le milieu scientifique, l'expertise de la CSA s'est développée notamment par le biais de conférences internationales malgré quelques indices d'un manque de singularisation de la notion par rapport à d'autres concepts théoriques mieux établis dans la communauté (agroécologie, agriculture de conservation…). Le maintien d'une ligne de recherche autour du CGIAR et de la FAO a trouvé des relais pour des travaux concernant les pays du Sud (Afrique et Amérique latine), s'ouvrant progressivement à une prise en compte de pratiques et savoirs locaux.

Enfin, au niveau européen, la CSA se rattache aux politiques publiques d'innovation et se traduit principalement en agriculture de précision au niveau du secteur agroindustriel privé : les projets menés (CSA Booster de la KIC Climat) attestent de la difficulté d'intégrer les acteurs agricoles de terrain, mais offrent des perspectives à travers la mise en place de « plateformes ouvertes d'innovation ».